

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

WOENSDAG 23 APRIL 2008

Namiddag

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MERCREDI 23 AVRIL 2008

Après-midi

La séance est ouverte à 14.32 heures et présidée par M. André Frédéric.

De vergadering wordt geopend om 14.32 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Questions jointes de

- M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "l'application de la loi sur le pacte culturel" (n° 4005)

- M. Claude Eerdeken au premier ministre sur "l'impartialité du bulletin communal d'Amay" (n° 4789)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Georges Gilkinet aan de eerste minister over "de toepassing van de cultuurpactwet" (nr. 4005)

- de heer Claude Eerdeken aan de eerste minister over "de onpartijdigheid van het bulletin gepubliceerd door de gemeente Amay" (nr. 4789)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le premier ministre, je voudrais vous interroger sur l'application de la loi sur le Pacte culturel. L'article 11 de notre Constitution dispose que "la jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. À cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques."

La loi du 16 juillet 1973 organise cette compétence exercée par la Commission nationale permanente du Pacte culturel, en lien étroit avec les Communautés, compétentes en matière culturelle.

Les questions principales qui se posent à l'égard de cette commission sont sa capacité à obtenir effectivement une conciliation dans les dossiers dont elle est saisie et le pouvoir plus ou moins contraignant des avis qu'elle remet.

Ainsi, la Commission s'est clairement positionnée en 2006, suite à une plainte introduite en 2003 par une conseillère communale Ecolo – de la minorité donc – à Andenne, dénonçant, au nom de l'article 11 de la Constitution et de la loi du 16 juillet 1973, la mainmise de la majorité andennaise sur le contenu du bulletin. Si l'avis de la Commission était explicite – je cite sa recommandation –: "Que le Collège des bourgmestre et échevins prenne les mesures nécessaires pour assurer le respect de la loi sur le Pacte culturel et de la jurisprudence de la Commission nationale en ce compris lors de la rédaction du journal communal et en particulier pour les comptes rendus du conseil communal", il n'a pas permis d'obtenir, ni via la médiation, ni suite à sa communication aux parties concernées, une plus grande objectivité dans la rédaction du bulletin communal de la part de l'autorité communale andennaise ou l'octroi d'une véritable place pour les idées défendues par les représentants de l'opposition.

D'un point de vue démocratique, nous estimons que cette commission a un rôle essentiel à jouer et souhaitons que tout soit mis en œuvre pour que ses avis soient suivis d'effet et permettent dans la réalité concrète l'implémentation des changements souhaités et souhaitables.

Ce n'est pas l'avis du bourgmestre de ladite commune qui estime dans un communiqué daté du 19 mars – je vous épargne les termes les plus fleuris – que "la Commission permanente du Pacte culturel n'est pas compétente en la matière, sauf dans l'audiovisuel", ajoutant que "les juristes consultés par la ville sont formels à ce propos."

Voilà un avis qui mérite d'être entendu et par rapport auquel je souhaiterais connaître votre propre lecture.

Monsieur le premier ministre, confirmez-vous la compétence de la Commission nationale permanente du Pacte culturel relativement au type de dossier ici invoqué, soit la rédaction d'un bulletin communal?

Qu'est-ce qui a été entrepris en termes de conciliation depuis 2003 dans le dossier opposant une conseillère communale andennaise à sa majorité communale? Quelles conclusions tirez-vous des efforts réalisés et des résultats obtenus? Quelles suggestions formulez-vous pour améliorer encore la capacité de la Commission à obtenir des résultats concrets via conciliation?

Quel bilan tirez-vous de l'absence de changement découlant de l'avis pourtant explicite de la Commission quant au mauvais usage par une majorité communale de son bulletin communal? Quelles suggestions formulez-vous pour améliorer encore l'efficacité des avis de la Commission sur les situations réelles qu'elle dénonce ou sur lesquelles elle remet des avis?

Le **président**: Poursuivons en nous intéressant au bulletin communal d'Amay. Mais nous n'allons pas faire le tour de tous les bulletins communaux du pays.

01.02 Claude Eerdeken (PS): Monsieur le président, je vais d'abord remettre des documents à M. le premier ministre. Monsieur le premier ministre, je vous remets deux bulletins communaux. Tout d'abord, celui d'une commune dénoncée par M. Gilkinet. Vous pourrez constater que dans ce bulletin communal, aucun parti politique n'a accès à sa rédaction, qu'il est totalement neutre, qu'il est rédigé exclusivement par une équipe de rédaction dans laquelle aucun politique n'intervient, qu'il présente toute une série d'événements, de manifestations sportives, culturelles, du monde associatif et qu'on y présente grosso modo les décisions du conseil communal. On n'y relate pas ou plus les interventions des uns et des autres pour éviter tout reproche de partialité.

À Amay, par contre, et cela est assez surprenant, le bulletin communal, sous la direction d'Ecolo, est entièrement politisé avec, ce qui ne se fait pas à Andenne, des éditoriaux signés tantôt par le bourgmestre et les échevins Ecolo d'Amay. Mieux, vous pourrez le constater, je vous ai remis un tract toutes-boîtes distribué à Amay par l'opposition PS. L'échevin en charge du ramassage scolaire - cela ne s'invente pas, ce sont ses attributions – y répond dans le bulletin communal d'Amay, aux frais du contribuable. Et c'est Ecolo qui fait cela.

C'est donc un peu la paille et la poutre. Avant de reprocher à d'autres de ne pas ouvrir, quand aucun parti à Andenne n'a accès au bulletin communal et qu'il n'y a pas de propagande partisane, je trouve cela assez inconvenant.

Néanmoins, à mon avis, la Commission nationale permanente du Pacte culturel n'est pas compétente en la matière. La loi du 16 juillet 1973 garantit la protection des tendances idéologiques et politiques. Mais quelle est la validité juridique de la loi? Quel est son champ d'application? Quelle est la pertinence de ses avis?

Cette loi s'appuie sur l'article 11 de la Constitution, comme l'a rappelé M. Gilkinet, lequel précise que la loi et le décret garantissent les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques. Le champ d'application de la loi de 1973, selon son article 2, couvre les matières culturelles telles qu'elles sont visées à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971.

Les matières culturelles ne relèvent plus de la compétence de l'Etat fédéral mais de la compétence exclusive des Communautés. Tant que celles-ci n'ont pas décrété en cette matière, la loi fédérale reste d'application. Le législateur fédéral, à une époque où la Belgique était un Etat unitaire, a conçu cette loi de manière très claire: tous les chapitres de la loi visent les matières culturelles.

Par ailleurs, l'article 2 dit que "sont visées les seules matières culturelles visées à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels". Autrement dit, en l'état actuel du droit positif, sont visées les matières mentionnées à l'article 127 §1^{er} primo de la Constitution, à savoir les matières culturelles, et celles-ci sont énumérées à l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Les bulletins communaux d'information, qui relèvent du gouvernement wallon et du ministre des Affaires intérieures wallonnes, ne sont pas une matière culturelle. Il sera loisible demain au Parlement wallon, s'il le veut, de réglementer la rédaction des bulletins communaux, matière non culturelle. En l'absence de décret

wallon, et puisque nous ne sommes pas dans une matière culturelle au sens de la loi de 1971, j'affirme que la Commission permanente a donné un avis en outrepassant ses compétences. Je m'appuie en cela sur l'avis d'un des meilleurs juristes du Royaume, confirmé par un autre juriste tout aussi éminent.

Il y a eu, dans le chef de la Commission du Pacte culturel, un dépassement de compétence. Mais la Commission était, quand elle a rendu cet avis, présidée par M. Lesne.

Or il faut savoir que le président qui a rendu cet avis est Ecolo, par ailleurs représentant de ce parti et désigné par le gouvernement de la Communauté française en tant que vice-président de ETNIC, parastatal s'occupant de l'informatique. Donc vous me permettrez de considérer qu'en outrepassant sciemment sa compétence, le président Ecolo de la Commission nationale permanente du Pacte culturel s'est immiscé dans une matière qui ne le concernait pas. Je l'invite avec insistance à s'occuper d'Amay. Dans cette commune, il y a un vrai problème de déni de démocratie à l'égard de la minorité socialiste, phénomène qui est, soyez-en rassurés, inexistant à Andenne où la neutralité est totale dans le chef de la rédaction du bulletin, comme le révèlent les deux bulletins d'avril, l'un d'Andenne, l'autre d'Amay. On ne joue pas dans la même division. Il y a d'un côté un bulletin sérieux et de l'autre un bulletin de propagande partisane.

01.03 Yves Leterme, premier ministre: Monsieur le président, chers collègues, je vous prie de considérer tout d'abord le fait que je ne me prononce pas sur des cas individuels, même si les documents que vous m'avez fait parvenir sont tout à fait intéressants. Je suis déjà au courant de ce qui se passe à Amay ainsi qu'à Andenne et ces documents me permettront de suivre l'évolution des événements qui s'y déroulent.

C'est la Commission nationale permanente du Pacte culturel qui est compétente. Elle est autonome et il ne m'appartient pas de m'immiscer dans ses travaux.

Premièrement, en ce qui concerne la compétence de la Commission nationale permanente du Pacte culturel en matière de publication communale, depuis de nombreuses années, cette commission affine sa jurisprudence en matière de publication communale. S'il est exact que la loi précise certains points d'application du Pacte culturel dans le domaine de l'audiovisuel et des moyens d'expression relevant des pouvoirs publics, il n'en demeure pas moins que les principes d'égalité et de non-discrimination qui sous-tendent la loi dans le domaine qui vous préoccupe tous deux ont conduit la commission à se considérer comme compétente à cet égard. Cette compétence est de manière générale basée sur l'article 3 de la loi. Il faut aussi considérer dans ce même cadre l'article 18 de la même loi.

Deuxièmement, en ce qui concerne le pouvoir de conciliation de la Commission et l'amélioration de l'efficacité des avis de la Commission, celle-ci cherche toujours une conciliation dans le cadre d'un litige qui lui est soumis. Cette conciliation ne peut évidemment être atteinte que si les deux parties tombent d'accord sur un protocole ratifié par la Commission. Lorsqu'une telle conciliation n'est pas possible, la Commission rend alors un avis recevable et fondé, éventuellement assorti d'une recommandation. Cette dernière s'adresse à l'autorité publique concernée mais également aux autorités exerçant une tutelle directe ou indirecte sur l'autorité dont l'attitude est contestée.

La Commission n'a pas de pouvoir de coercition propre et il incombe donc à d'autres autorités de relayer sa recommandation dans les faits. Dans ce cadre, il faut souligner que la loi du 16 juillet 1973 est une loi d'ordre public. Ce rôle de médiateur de la Commission est une nouvelle fonction qu'elle a développé ces dernières années. Les inspecteurs donnent souvent des avis sur base d'une demande des instances publiques, des associations ou des particuliers. Ce rôle, qui est plutôt un rôle de prévention et de médiation, avant que le problème ne surgisse, me semble essentiel et parfois même plus efficace que le traitement d'un litige. Si, même après un avis de la Commission, le problème persiste, je crois qu'il appartient en premier lieu aux parties mais également aux autorités exerçant la tutelle directe ou indirecte de réagir.

En ce qui concerne le bulletin d'Amay, je renvoie à ce que j'ai dit en début de réponse. Je vous donne une réponse générale quant au fonctionnement de la Commission dans ces cas d'espèce mais il n'est pas en mon pouvoir de m'exprimer sur des cas spécifiques. La Commission nationale permanente du Pacte culturel est bien compétente en ce qui concerne les publications communales et les plaintes éventuelles en la matière.

01.04 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le premier ministre, je vous remercie. C'est assez clair.

Permettez-moi d'abord de réagir aux propos de M. Eerdekenes qui, s'ils n'étaient pas outranciers, seraient

risibles. Je constate qu'il n'hésite pas à appliquer au sein même du Parlement les méthodes qu'il pratique au sein de son conseil communal où il est en majorité absolue: désinformation et mise en cause de personnes qui ne sont pas présentes.

Je retiens que la Commission est compétente. Elle remet d'ailleurs des avis sur d'autres bulletins communaux dans toutes les Régions de ce pays. En 2006, la Belgique connaissait déjà l'organisation telle qu'elle existe aujourd'hui avec les compétences culturelles des Communautés. Elle a jugé recevable et fondée une plainte qui n'a toujours pas trouvé de réponse dans la commune concernée.

Comme vous l'avez dit, c'est à l'autorité de tutelle, en l'occurrence la Région wallonne, d'agir à présent. Votre collègue wallon, le ministre Courard, a annoncé qu'il travaillait, mais cela fait déjà longtemps, à un décret sur la question afin d'essayer d'arriver à une neutralité et à un respect de l'ensemble des composantes d'une commune. Je formule ici, peut-être en vain, le vœu qu'il avance dans son travail.

J'ajoute que cela fera peut-être plaisir à un de vos anciens collègues, le ministre Flahaut, dans l'opposition au conseil communal de Nivelles, qui se plaint aussi de ne pas avoir accès au bulletin communal et de le voir si mal géré. Comme quoi, il n'y a pas qu'à Andenne qu'on peut améliorer les choses. Je ne doute pas que le bourgmestre de cette commune aura à cœur de conduire à ces changements positifs que nous espérons.

Le **président**: Monsieur Eerdekens, je vous donne la parole en vous demandant de ne pas entrer dans des polémiques de clochers.

01.05 Claude Eerdekens (PS): Monsieur le président, je dois tout de même réagir aux propos de M. Gilkinet. Il doit convaincre son président de parti d'appliquer les principes que M. Gilkinet tente de défendre ailleurs. Il est surprenant, d'une part, de vouloir donner des leçons et de se poser en chevalier blanc et, d'autre part, dans une commune dirigée par un bourgmestre Ecolo – il n'y en a pas beaucoup –, on constate que, de façon caricaturale, la communication politique est accaparée par le parti au pouvoir. On n'ose pas agir ainsi dans d'autres communes et on n'imagine d'ailleurs même pas le faire.

Cela dit, la question est juridique et sur la question, on peut avoir des points de vue différents.

Monsieur le premier ministre, la Commission s'est effectivement considérée comme compétente au fil du temps. Elle doit évidemment justifier son existence même si la matière est maintenant communautarisée. Les deux avis des professeurs d'université dont je dispose sont formels pour exprimer qu'elle n'est pas compétente et qu'elle outrepassa la loi.

Des matières régionalisées, il ressort que la compétence incombe à la Région wallonne. Le jour où il y aura un décret, il faudra l'appliquer. Tant que la Région wallonne n'a pas décrété, la Commission permanente du Pacte culturel n'est compétente en matière communautaire que dans le domaine culturel. Elle n'est pas compétente dans les autres domaines. Les travaux préparatoires sont tout à fait formels.

L'évolution de la jurisprudence administrative fait qu'il en est autrement mais ce n'est pas parce qu'on agit ainsi qu'on le fait légalement. Juridiquement, je suis obligé de vous contrarier avec toute l'estime que je vous porte.

01.06 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): (...)

Le **président**: Il n'y a pas de fait personnel en commission. Le Règlement prévoit que les faits personnels interviennent en séance plénière.

Je comprends la passion que les uns et les autres mettent sur leurs bulletins communaux locaux. Je sais que cela peut distraire le premier ministre qui n'a rien d'autre à faire mais je considère qu'on a fait le tour du sujet.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van de heer Jan Jambon aan de eerste minister over "de onbetaalde facturen van de Koning" (nr. 4209)

02 Question de M. Jan Jambon au premier ministre sur "les factures impayées du Roi" (n° 4209)

02.01 Jan Jambon (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, in april 2000 onderging Koning Albert in het Onze-Lieve-Vrouweziekenhuis in Aalst een viervoudige hartoverbruggingsoperatie. Volgens een erg goed geplaatste en dichtbij betrokken bron blijkt de factuur van de operatie tot op heden nog steeds niet te zijn betaald.

Volgens artikel 88 van de Grondwet is de Koning onschendbaar en zijn de ministers verantwoordelijk. De Koning is ook volledig vrij in zijn besteding van de civiele lijst. Sinds de Magna Charta is echter duidelijk dat een monarch niet boven de wet staat. Volgens de Belgische wet moeten facturen voor geleverde diensten worden betaald.

Graag kreeg ik van u dan ook een antwoord op de volgende vragen.

Mijn informatie dateert van enkele weken geleden. Echter, in voorkomend geval, wanneer zal de Koning voornoemde factuur met de nodige verwijlinteresten betalen?

Ten tweede, zijn er nog openstaande facturen van vóór 2008 die door het Koningshuis niet werden betaald?

02.02 Eerste minister Yves Leterme: Mijnheer Jambon, ik dank u voor uw vraag.

Ten eerste, er is nooit een openstaande factuur geweest van het concrete geval waarnaar u verwijst. Er kan dus ook geen openstaande factuur meer zijn. Uw informatie is dus verkeerd en fout. Uw vraagstelling is bijgevolg op onware informatie gebaseerd.

Mijnheer de voorzitter, ik zou wel, indien u dat toestaat, van de gelegenheid gebruik willen maken om te proberen het probleem dat de heer Jambon schetst, institutioneel goed te plaatsen. Wij hebben daar allen belang bij.

De vraag betreft uiteraard een privéaangelegenheid. Het gaat om een medische ingreep.

De onschendbaarheid van de Koning op burgerrechtelijk vlak heeft enkel betrekking op daden die de Koning bij de uitoefening van zijn functie stelt. De onschendbaarheid waarnaar u in uw vraagstelling verwees met betrekking tot het opnemen van de verantwoordelijkheid door een minister voor de daden die de Koning stelt, geldt niet voor voornoemde kwestie. Bedoelde onschendbaarheid geldt niet voor de daden uit het privéleven van de Koning. Voor daden uit het privéleven van de Koning is geen medeondertekening door een minister vereist. In bedoelde gevallen is de Koning zelf verantwoordelijk voor de gevolgen van zijn handelen.

Het Gerechtelijk Wetboek bevat ter zake trouwens een specifieke bepaling. Ik citeer: "Iedere betekening ten aanzien van de Koning met betrekking tot zijn domeinen wordt gedaan aan de persoon en aan het kabinet van de intendant of van de administrateur van zijn civiele lijst". Indien er ooit van een onbetaalde factuur sprake zou zijn, kan er worden opgetreden "tegen de Koning", zij het via de omweg van de intendant van de civiele lijst.

Naar aanleiding van uw vraag informeerde ik mij. Ruimer dan het geval waarnaar u verwijst, maar dat is gebaseerd op totaal onjuiste informatie, kan ik u op basis van mijn informatie mededelen dat er momenteel ook in andere gevallen geen sprake is van openstaande facturen of achterstallige betalingen.

02.03 Jan Jambon (CD&V - N-VA): Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik zal mijn bron ter zake checken. Ik ga er echter van uit dat de informatie die ik van u verkrijg, correcte informatie is, waarvoor ik u dank.

02.04 Eerste minister Yves Leterme: Ik blijf op dat vlak aanspreekbaar.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Bruno Steegen aan de eerste minister over "de openbare aanbestedingen"

(nr. 4281)

03 Question de M. Bruno Steegen au premier ministre sur "les marchés publics" (n° 4281)

03.01 Bruno Steegen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, een aantal Belgische bedrijven klaagt er over dat de overheid bij openbare aanbestedingen de voorkeur geeft aan producten of organisaties die het fair trade-label dragen. Ondernemingen die een eigen invulling geven aan het begrip duurzaamheid, vallen dan ook systematisch uit de boot.

Zo formuleert het Vlaams Economisch Verbond-VOKA de duurzaamheid aan de hand van de triple bottom line, waarbij een bedrijfsleider aandacht besteedt aan winst – profit –, ecologische kwaliteit – planet – en het welzijn van de mensen – people. Dit begrip van duurzaamheid gaat er van uit dat deze drie p's elkaar versterken. Bedrijfsleiders die op deze manier aan duurzaam ondernemen doen, zouden dus geen nadeel mogen ondervinden bij openbare aanbestedingen. Immers, door enkel aandacht te besteden aan het begrip fair trade krijgen dikwijls gesubsidieerde en commerciële ngo's een aanzienlijk competitief voordeel ten opzichte van andere ondernemingen.

Het spreekt voor zich dat duurzame initiatieven geen voorrecht zijn van ngo's. Heel wat bedrijven leveren inspanningen inzake duurzaam ondernemen. Het is dan ook de taak van de overheid om dit duurzaam ondernemen te versterken en te stimuleren, eerder dan enkel en alleen te kijken naar een fair trade-label en bedrijfsleiders die wel duurzaam ondernemen geen kans te geven. Ik heb daarover drie vragen.

Klopt het dat de federale overheid in het raam van openbare aanbestedingen het begrip duurzaamheid gelijkstelt aan fair trade?

Ten tweede, wat is uw reactie op de kritiek van die ondernemingen als zouden zij hierdoor benadeeld zijn ten opzichte van die ngo's met betrekking tot het toekennen van overheidsopdrachten?

Ten derde, bent u bereid een systeem uit te werken dat duurzaamheid bij overheidsopdrachten garandeert, maar toch ruimer invult dan enkel fair trade?

03.02 Eerste minister Yves Leterme: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Steegen, dank u voor de interessante vraag.

Misschien van meet af aan zeggen dat de bewering dat de federale overheid in het raam van haar politiek inzake openbare aanbestedingen de begrippen duurzaamheid en fair trade gelijk zou stellen aan elkaar, niet klopt. Dit klopt niet, maar ik wil u dat wat uitleggen.

De federale overheid voert een actief beleid met het oog op het verduurzamen van overheidsopdrachten. In dat raam werden drie tot vier jaar geleden, meer bepaald in 2005, twee rondzendbrieven uitgevaardigd. Dat zijn meer bepaald de rondzendbrief van 27 januari 2005, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 4 februari 2005, en de rondzendbrief van 18 november 2005 met betrekking tot duurzaam geëxploiteerd hout – excuseer de West-Vlaamse tongval –, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 9 februari 2006. Daarnaast werden ook enkele methodologische gidsen gepubliceerd, raadpleegbaar op de webstek www.gidsvoorduurzameaankopen.be.

Het beleid strekt ertoe sociaal-ethische en milieu-overwegingen in federale overheidsopdrachten te integreren. Het gaat daarbij om een totaalaanpak waarbij op de meest ruime manier op basis van objectieve en open criteria invulling wordt gegeven aan het begrip duurzaamheid.

Aspecten inzake duurzame ontwikkeling kunnen op vier manieren in de overheidsopdrachten geïntegreerd worden.

Ten eerste, op het niveau van het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie – een soort beauty contest – door de deelname voor een overheidsopdracht bijvoorbeeld voor te behouden aan een bepaalde categorie, bijvoorbeeld beschutte werkplaatsen of sociale inschakelingondernemingen. Dat kan door bijvoorbeeld het ontzeggen van de toegang aan een aantal bedrijven, kandidaten of inschrijvers, op basis van een specifieke uitzettingsgrond. Bijvoorbeeld: bedrijven worden uitgesloten omdat zij ooit definitief veroordeeld zijn voor een milieudelict waarvoor een proces werd aangespannen. Dat kan in het raam van het onderzoek naar de persoonlijke bekwaamheid van de kandidaat-inschrijvers. Men kan bijvoorbeeld het criterium hanteren van referenties aangaande projecten inzake de integratie van werklozen.

Dat is de eerste wijze waarop de duurzame ontwikkeling kan worden geïntegreerd in het gunnen van overheidsopdrachten.

Ten tweede, op het niveau van de voordracht en de technische specificatie. Zo kan men bijvoorbeeld in het bestek van een opdracht voor de oprichting van een gebouw een technische eis opnemen, gericht op de toegankelijkheid voor personen met een handicap. Men kan bijvoorbeeld zeggen dat een sporthal verwarmd moet worden via zonne-energie.

Ten derde, op het niveau van de gunningcriteria ter beoordeling van de waarde van de offertes. Zo kan men een criterium gebruiken ter beoordeling van de CO₂-uitstoot bij de aankoop van voertuigen. Dat geldt bijvoorbeeld op dit moment voor het aankopen en leasen van voertuigen die worden gebruikt door de ministers en hun medewerkers.

Ten vierde, op het niveau van de uitvoeringsvoorwaarden. Men kan bijvoorbeeld de voorwaarde opleggen dat bij de uitvoering van de opdracht de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) moeten worden nageleefd.

Wat het gebruik betreft van technische specificaties, wordt conform de toepasselijke Europese en Belgische regelgeving het principe van de gelijkwaardigheid gehanteerd. Volgens dat principe moeten kandidaten en inschrijvers steeds de kans krijgen, wanneer zij niet over een bepaald certificaat beschikken, om met elk alternatief bewijs te komen. Men kan bijvoorbeeld zeggen: u moet een bepaald milieukeurmerk hebben. Als dat in hoofdte van een bepaald bedrijf niet zo is, moet het betrokken bedrijf de kans krijgen om via een alternatieve methode – in dit geval het keuren en analyseren van stalen door een erkend labo – aan te tonen dat zijn producten aan de vereiste specificaties voldoen. Indien er zo'n geldig bewijs is, mag de aanbestedende overheid de offerte niet weigeren, noch de betrokken indiener benadelen tegenover offertes van kandidaten of inschrijvers die over een certificaat beschikken.

Overeenkomstig de toepasselijke richtlijnen geldt trouwens dat de technische eisen niet alleen kunnen worden geformuleerd door een verwijzing naar technische specificaties maar eveneens in termen van zogenaamde prestatie-eisen of functionele eisen.

Die principes zijn opgenomen in de twee omzendbrieven waarnaar ik reeds heb verwezen. Het gaat over twee omzendbrieven inzake duurzame ontwikkeling die de praktische instructies en aanbevelingen bevatten die de federale overheidsdiensten moeten volgen in hun duurzame aankopen. Zij worden daarin trouwens begeleid door de horizontaal ondersteunende dienst Aankoopbeleid en Advies van de FOD P&O.

Ik meen dat uw vragen twee en drie daarmee ook meteen zijn beantwoord. Er is dus geen sprake van benadeling. Zoals uit het antwoord blijkt, beantwoordt de Belgische wetgeving aan de bekommernis die u naar voren schuift, conform de Europese richtlijn. Dat is een absolute vereiste, aangezien wij met ons land deel uitmaken van een eenheidsmarkt.

03.03 Bruno Steegen (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik zal het even checken.

De informatie komt uit een studie van VOKA. Men beweert daarin dat de overheid voor een stuk op veilig speelt met fair trade gelabelde initiatieven. Het verheugt mij dat het niet zo is. Ik zal het verder opvolgen. Ik meen dat het belangrijk is dat wij duurzaamheid in het algemeen zo ruim mogelijk proberen te interpreteren teneinde steeds meer bedrijven toe te laten om duurzaam te werken. Het moet niet alleen om eerlijke handel gaan, men geeft beter duurzame handel als norm zodat meer bedrijven worden gemotiveerd.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de eerste minister over "de Europese quota inzake biobrandstoffen" (nr. 4694)

04 Question de M. Bart Laeremans au premier ministre sur "les quotas européens en matière de biocarburants" (n° 4694)

04.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, op 16 april

toonde u zich bij een bezoek aan de Europese instellingen opvallend negatief ten aanzien van biobrandstoffen – u heeft daarover heel opvallende verklaringen afgelegd op televisie tijdens de nieuwsuitzendingen – en ten aanzien van de Europese minimumdoelstelling van 10% tegen 2020.

Voor die houding is heel wat te zeggen. Naast de ethische vragen die men kan stellen bij het aanwenden van producten, die als voedsel zouden kunnen dienen, voor energie heeft men ook een aantal meer praktische argumenten. Het produceren van voedsel is opnieuw winstgevend en zeer rendabel aan het worden ten gevolge van de stijging van de voedselprijs ten gevolge van de schaarste. Die vraag naar voedsel bij ons vanuit bijvoorbeeld China – ik denk bijvoorbeeld aan melkproducten – zal de komende jaren nog toenemen. De vraag naar een surrogaat in de landbouw zou wel eens kunnen wegvallen met als gevolg dat er zeker in Europa minder productiebehoefte zal ontstaan voor biobrandstoffen.

Vreemd genoeg, mijnheer de eerste minister, lezen wij in de beleidsnota van minister Magnette precies het tegenovergestelde, met name dat wel degelijk alles in het werk moet worden gesteld om die 10% te halen. Bovendien moet er worden gestreefd naar een betere toegang tot biobrandstoffen. Dat is een van de echte beleidsdoelstellingen die minister Magnette zich heeft gesteld.

Ik had graag geweten wat het echte regeringsstandpunt is, want als het zo is dat u namens de regering kunt spreken, dan komt uw standpunt er eigenlijk op neer dat het standpunt van minister Magnette en zijn beleidsnota achterhaald zijn.

04.02 Eerste minister **Yves Leterme**: Om meteen met de deur in huis te vallen: neen. Het antwoord op uw laatste vraag is neen. Er is trouwens ook geen tegenspraak tussen de beleidsnota van minister Magnette en wat ik heb verklaard en de houding die ik heb aangenomen bij mijn contact onder vier ogen met José Manuel Barroso, de voorzitter van de Europese Commissie, over een aantal punten die de komende maanden op de Europese Raad zullen worden geagendeerd.

Ik sta voor de volle honderd procent achter de doelstelling om het aandeel van biobrandstoffen in het wegvervoer tegen 2010 op 5,75% te brengen. Trouwens, zonder pretentie gezegd maar een jaar of drie à vier geleden heb ik ervoor gezorgd dat de procedure voor het aanpassen van onze regelgeving en onze systemen van accijnzen zouden worden aangepast. Ik heb de federale regering toen daartoe aangezet en gelukkig is Bruno Tobback die weg ingeslagen. Er is toen net op tijd een regelgeving tot stand gekomen. Ik was toen voorzitter van de Vlaamse regering en daarnaast minister van Landbouw.

Ik sta voor de volle honderd procent achter de doelstelling, het engagement dat wij toen zijn aangegaan. Biobrandstoffen hebben vanuit bepaalde invalshoeken een aantal karakteristieke voordelen. Zij dragen op het eerste gezicht inderdaad bij tot een reductie van de uitstoot, alhoewel de levenscyclus – net zoals bij de ecotaksdiscussie – ook moet worden bekeken.

Ze betekenen een extra afzetmarkt en dus nieuwe toekomstkansen voor de landbouw en ze maken ons een stukje minder afhankelijk van fossiele brandstoffen zoals aardolie, die zoals u ongetwijfeld weet in onze bodem – tenzij bij zeer hoge uitzondering – zeer zelden te vinden is. Bovendien brengen ze investeringen en tewerkstelling met zich mee. Ik blijf achter de accijnsvrijstelling voor de biocomponent in de fossiele brandstof staan als element om de biobrandstoffen bij ons voet aan de grond te laten krijgen.

We stellen vandaag vast dat er nog heel wat werk aan de winkel is om de vooropgestelde doelstellingen te halen. De investeringen zijn volop aan de gang maar de toegang voor de consument of verbruiker is vandaag op zijn minst nogal gebrekkig. Ik steun dus voluit de beleidsintenties van collega Paul Magnette op dit vlak om dat te verbeteren.

Ik vind het ook van groot belang om een rechtszeker kader te creëren voor de intussen sterk groeiende biobrandstofproductie in België en om de investeringen die ter zake werden en worden gedaan op de juiste manier te valoriseren.

We moeten ons er echter voor hoeden om de wereldwijde boom of opstoot in de productie van biobrandstoffen uitsluitend als een positief verhaal te zien. U zult mij veel mogen verwijten maar u zult mij nooit beletten om een aantal dingen kritisch te bekijken en er nu en dan een persoonlijke mening over te hebben, ook al botst dat soms. We moeten effectief durven inzien dat de echt grootschalige productie van biobrandstoffen wellicht ook negatieve effecten kan hebben voor het leefmilieu, bijvoorbeeld inzake het verlies aan biodiversiteit. Zeker wanneer het gaat over het aanwenden voor de productie van

biobrandstoffen van voedselproducten of producten die uiteindelijk voedsel kunnen opleveren kan dit wellicht ook een negatieve invloed hebben op de beschikbaarheid van voedsel. Ik heb dat indertijd trouwens ook al aangestipt als voorzitter van de Vlaamse regering. Ik heb toen al bedenkingen geuit bij het feit dat landbouwgewassen die eigenlijk als voedingsproducten zijn bestemd, worden verwerkt en dat wij dus onze motoren doen draaien met zaken die ook monden zouden kunnen voeden. Ik heb toen al gesteld dat het belangrijk is dat bij eventuele wereldwijde voedselschaarste de voor biobrandstoffen geteelde gewassen op elk moment ook voor menselijk gebruik zouden kunnen worden aangewend. Ik denk dat het telen van voedingsgewassen die dit duaal gebruik toelaten deze flexibiliteit met zich meebrengt.

De doelstelling om de 10% te behalen tegen 2020 is een zeer ambitieuze doelstelling. Ik druk mij bijzonder voorzichtig uit, maar het is werkelijk een zeer ambitieuze doelstelling. Het betekent voor België dat grondstoffen voor biobrandstoffen zeer grootschalig zullen moeten worden geïmporteerd. Men kan veel dromen hebben, maar veel ruimer dan de 30.000,5 km² zullen wij niet geraken. Wij leven daar met 10 miljoen mensen op. In Vlaanderen, omdat u dat bijzonder interesseert, is dat iets meer dan 10.000 km² met 6 miljoen mensen. Er schiet niet bijzonder veel ruimte over en ik zie niet direct grote ambities om deze ruimte te verruimen.

Ik vind wel dat de Europese voorstellen om de opwarming van de aarde terug te dringen, onder meer via de aanwending van biobrandstoffen, lovenswaardig zijn. Ik denk dat het ambitieniveau stellen, op een bepaald moment moedig is en stimulerend werkt. Op een ogenblik dat de voedselprijzen stijgen – en u ondervindt dat niet, ik ondervind dat niet, maar lage inkomens binnen ons land, maar vooral ook buiten ons land, ondervinden wel dat de prijs van voedsel stijgt – denk ik dat wij het dossier van de biobrandstoffen ook eens vanuit een ethisch perspectief moeten bekijken.

Hier mogen 100.000 specialisten het tegendeel komen zeggen, of mensen uit lobby's voor de brandstoffen, ik blijf bij mijn standpunt dat ik het dossier ook ethisch wil bekijken. Ik merk trouwens dat dit debat op vele plaatsen op gang komt.

De inspanning die de Europese Commissie doet om de effecten op de duurzaamheid van biobrandstoffen zeer zorgvuldig te gaan bekijken, kan ik alvast aanmoedigen en zijn een deel van het antwoord op de zorg die ik en anderen ter zake hebben.

Sinds het rapport-Brundtland van 1987 zult u weten dat duurzame productie een goed evenwicht betekent tussen ecologische, economische en sociale componenten. Die sociale component is even belangrijk als de ecologische component en komt zeker om de hoek kijken wanneer men het heeft over de voedselproblematiek.

Ik denk dat het debat genuanceerd moet worden gevoerd. Europa doet er goed aan na te denken over de biobrandstoffen van de tweede generatie, die vooral uit niet-voedingsgewassen worden gewonnen. Ik denk aan populieren, en snel groeiende boomsoorten, rietgras, siergras en dies meer, waarvan een van de voordelen ook is dat dit soort teelten op marginale gronden kunnen gebeuren.

U zult het met mij eens zijn – ik verwijs weer naar onze specifieke situatie – dat zeker ook in ons land de teelt van dergelijke gewassen op industriële schaal zich in een zeer experimenteel stadium bevindt. Ik herinner mij dat ik als minister van Landbouw, met steun, in het Brugse zo een veld heb betoelaagd, waar snelgroeiende bomen worden geteeld en waaruit dan effectief biobrandstoffen werden gewonnen. Dat zijn werkelijk uitzonderlijke situaties.

Samengevat en in het algemeen blijf ik bij mijn standpunt.

Enerzijds ga ik volledig akkoord om onze Europese engagementen na te komen. Biobrandstoffen zijn dus een deel van de oplossing voor de reductie van de uitstoot van CO₂ en het halen van de doelstellingen van Kyoto.

Gegeven echter de evolutie inzake de voedselmarkt, de markt van voedingsproducten, wil ik heel het dossier, en voornamelijk het preciseren of overeenkomen van nieuwe, nog ambitieuzere doelstellingen op Europees niveau, kritisch benaderen, mede met de invalshoek van de duurte van of de impact op de prijs van het voedsel wereldwijd.

04.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mijnheer de eerste minister, dat is een heel uitgebreid antwoord

waarmee we natuurlijk alle kanten uit kunnen en waarmee u iedereen voorlopig tevreden stelt en conflicten vermijdt.

Toch heb ik een paar kritische bedenkingen.

Ten eerste, als we zien hoe de markten groeien in China, in Indië en ook in Afrika, zal er in de komende jaren een steeds meer groeiende behoefte komen aan voedsel. Dat zou wel eens veel sneller kunnen gaan dan we nu denken. De melkplassen zijn opgedroogd. De overschotten zijn er niet meer. Het is mogelijk dat we ook bij ons binnenkort met tekorten zitten en dan denk ik dat bij de productie van dat soort gewassen om motoren te doen branden, heel wat vragen kunnen worden gesteld en dat er heel wat tegenin kan worden gebracht. De productie van voedsel blijft nog altijd de belangrijkste prioriteit van landbouwers. Het gaat hier tenslotte toch maar om een surrogaat.

Ten tweede, het is geen echte langetermijnoplossing voor brandstoffen. Biobrandstoffen vormen namelijk altijd een aanvulling aan fossiele brandstoffen. Biobrandstoffen dienen dus om diesel of benzine aan te vullen. Dan blijven we uiteindelijk in het dieseltijdperk zitten. Ik denk – daarover zou eens goed moeten worden nagedacht – dat wij sneller dan ooit moeten werken aan en onderzoek moeten steken in alternatieven, echte alternatieven, bijvoorbeeld in waterstof. De automobiellindustrie is daar wel volop mee bezig, maar vanuit ons land noch vanuit Europa wordt er druk gezet om dat te versnellen en om er meer onderzoek in te steken.

Eens men met waterstof rijdt, heeft men die biobrandstof en biodiesel niet meer nodig. Dat zou werkelijk een ommekeer kunnen teweegbrengen. Dan heeft men ook die populieren enzovoort niet meer nodig als nepoplossing.

Mijnheer de minister, ik zou u willen vragen om dit dossier ook eens op een andere, meer vooruitstrevende manier te benaderen.

04.04 Eerste minister **Yves Leterme**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Laeremans, ik denk dat bijzonder veel variabelen een invloed hebben op de evolutie van de voedselproductie op wereldschaal. U hebt daarstraks als axioma geponeerd dat de beschikbaarheid zal dalen en de prijzen van een aantal voedselproducten stijgen. Dit is ook relatief. Ik weet niet of u de studies kent waaruit blijkt dat Congo in staat is om, als er goed aan landbouw wordt gedaan, heel Afrika te voeden. De ontsluiting van gronden in China en de ontsluiting van mogelijkheden in India zijn ook nog opties. Ik denk dus dat het bijzonder riskant is om daarover nu vaststaande uitspraken te doen.

U verwijst naar waterstof. Ik denk dat dit een en/en-verhaal is. Hiermee komen wij op het terrein van de energiemix. Ons land moet gaan naar een en/en-verhaal waar het politieke debat vandaag nog vaak in of/of-terminen gebeurt. Wij moeten een echt evenwichtige energiemix hebben. Met betrekking tot de repercussies op de problematiek van de beschikbaarheid en de prijszetting van ons voedsel moeten wij mijn inziens ook verschillende mogelijkheden openlaten, zodat wij ons beleid op een flexibele manier kunnen aanpassen.

Daarom heb ik de voorzitter van de Commissie ook willen waarschuwen. Ik ben niet bereid om zomaar met ons land kritiekloos in een verhaal te stappen waar binnen zes of zeven jaar blijkt dat dat verhaal een straatje zonder einde is of veel negatieve effecten sorteert. Ik herinner mij grote studies in 1985 en 1987 van het Planbureau over de toekomstige economische ontwikkeling. Twee jaar later viel het Oostblok in elkaar en mochten die stapels dure studies in de vuilbak worden gegooid. Het is niet uitgesloten dat een bepaalde economische ontwikkeling in Zuid-Amerika, Afrika en China de parameters volledig verandert.

04.05 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik ben het volledig met u eens dat de aanpak van de energie een en/en-verhaal is. Wij bespreken momenteel de beleidsnota voor Energie in de commissie. U kunt die genuanceerde benadering doorzetten in de regering. Ook inzake kernenergie kunnen wij naar een en/en-verhaal gaan en niet naar een of/of-verhaal, zoals wij met de huidige minister van Energie moeten meemaken.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Mme Boulet ne nous fait pas l'honneur de sa présence. Sa question n° 4791 sera donc reportée.

M. Geerts n'étant pas présent, ses questions n° 4138 et n° 4139 sont reportées.

05 Vraag van de heer Michel Doomst aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de regeldrift van de overheid" (nr. 4140)

05 Question de M. Michel Doomst au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la 'réglementite' des pouvoirs publics" (n° 4140)

05.01 Michel Doomst (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de regeldrift blijkt toch nog altijd toe te nemen als wij een aantal feiten onder ogen zien. Ik denk dat het Parlement ter zake ook aan zelfonderzoek op alle niveaus moet doen. Het blijft echter markant dat de pagina's die het Belgisch Staatsblad telt en het aantal codes op de belastingsformulieren blijft toenemen. Het is zo erg dat zelfs professoren zeggen dat zij bijna hulp nodig hebben om hun eigen aangifte in te vullen.

U hebt begin 2007 gezegd dat er in de realiteit een daling is vast te stellen en dat de cijfers moeten worden gerelativeerd. Dat is deels waar, maar het is niet eenvoudig te begrijpen als men de aantallen steeds ziet toenemen. Het grootste deel zouden aanpassingen van de bestaande regelgeving zijn. De vraag is dan of dat dan vereenvoudiging is.

Op 6 februari 2008 telt het Belgische Staatsblad meer dan 1.200 pagina's. Dan zijn er nog enkele dagen met meer dan 1.000 pagina's per dag. Als wij de rekensom maken, zien wij de laatste jaren een gemiddelde van 70.000 pagina's per jaar en 192 pagina's per kalenderdag of 1.350 pagina's per week.

Mijnheer de minister, wat is uw standpunt over de daling? Hoe verklaart u de sterk blijvende stijgingen? Welke concrete maatregelen zult u nemen om die stijgingen te doen verdwijnen? Welke plannen hebt u concreet?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Doomst, eerst even een feitelijke correctie over het aantal pagina's in het Belgisch Staatsblad. Voor 2004 waren dat er 87.755 in het eerste jaar van een volledige legislatuur. In 2006 waren dat er 76.486. In 2007 was dat 66.290. In het eerste kwartaal van 2008 is er een daling.

Ik heb ook al herhaaldelijk herhaald, ik zal het nogmaals doen, dat het aantal pagina's niet het juiste criterium is om de administratieve lastendruk te meten omdat er tal van elementen zijn die het aantal pagina's in het Belgisch Staatsblad bepalen zonder dat er sprake is van regeldruk.

Ten eerste is het zo dat wij sinds een aantal jaren systematisch – op vraag van het Grondwettelijk Hof – in Duitse vertalingen voorzien voor de bestaande wetteksten. Dat drijft het aantal pagina's op. U weet dat wij federalisten zijn en dat dit een goede service is voor onze Duitstalige landgenoten.

Ten tweede, ik kom dan zeker in uw tuin terecht. Het toenemen van het aantal pagina's, zeker in vergelijking met de jaren '70 en '80, is een gevolg van de toenemende regionalisering van de bevoegdheden waarvan u, net als ik, ongetwijfeld voorstander bent. Vroeger had u voor het milieu een regel nodig, vandaag hebt u drie regels nodig. Vroeger was er een federale milieuregel, vandaag zijn er Vlaamse, Brusselse en Waalse milieuregels. Bovendien zijn wij wettelijk verplicht om in vertalingen te voorzien van bijvoorbeeld de Vlaamse decreten naar het Frans, en omgekeerd.

Ik voorspel u trouwens, mijnheer Doomst, dat er met meer staatshervorming – ik denk dat de Vlaamse partijen daarvan voorstander zijn – meer regels zullen komen. U zult dus moeten kiezen: ofwel een staatshervorming en dus meer pagina's in het Staatsblad, ofwel geen staatshervorming en misschien wat minder pagina's. Het is het een of het andere.

Ten derde is het zo dat er de laatste jaren meer pagina's in het Belgisch Staatsblad zijn gekomen omwille van de transparantie. Ik verwijs onder meer naar de mandatenlijsten die u hebt moeten invullen. Wij als minister moeten dit ook doen. Is dat regeldruk? Neen, dat is meer transparantie. Is dat een probleem? Neen, ik vind dat goed tenzij u zegt dat u tegen die mandatenlijsten bent maar dat is dan uw keuze.

Ten slotte wil ik u zeggen dat er meer regels nodig zijn voor het afschaffen of vereenvoudigen van regels. Ik geef u een voorbeeld. Er is het Wetboek op de zegelrechten dat wij hebben afgeschaft. Wij hadden daarvoor 100 pagina's nodig in het Belgisch Staatsblad. Was dat een goede hervorming? Ik denk het wel. Heeft dat

pagina's gekost? Uiteraard.

De conclusie is dat het aantal bladzijden in het Belgisch Staatsblad geen maatstaf is voor de administratieve lastendruk. Wat is dan wel een juiste maatstaf, zult u vragen. Volgens mij moet een juiste maatstaf uit twee zaken bestaan. Ten eerste, er is de tweejaarlijkse analyse op basis van een bevraging bij een representatief staal van bedrijven door het Federaal Planbureau. Dit is een analyse die destijds via de wet van 1998 werd ingevoerd. Via deze wet werd ook de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging opgericht. Deze wet is er gekomen onder leiding van de toenmalige premier, Jean-Luc Dehaene. Die cijfers tonen aan dat de administratieve lasten voor de bedrijven en zelfstandigen tussen 2002 en 2006 zijn gedaald van 3,43% tot 2,44% van het bruto binnenlands product wat een vermindering betekent met 30%.

Dit lezen wij blijkbaar weinig in de krant, maar dit zijn de cijfers.

Ten tweede is het zo dat de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging op dit ogenblik een meetbureau heeft opgericht en systematisch nagaat welke het effect is van een bepaalde vereenvoudiging. Ik geef u een voorbeeld. Wij hebben onlangs in de commissie Bedrijfsleven de bewaartermijn voor boekhouding en facturen teruggebracht – u hebt dat in de pers kunnen lezen – van 10 naar 7 jaar. Wij hebben daarover unaniem gestemd in de commissie, en binnenkort komt dit in de plenaire.

Het blijkt uit de berekening van onder meer Ideaconsult aangevuld met het meetbureau van de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging van mijnheer De Pue die achter mij zit, dat dit een lastenbesparing oplevert van 11 miljoen euro, maar helaas zal dit wellicht twee pagina's extra betekenen in het Belgisch Staatsblad. Ik kies voor de lastendrukvermindering, zelfs met die twee pagina's extra.

Het laatste punt ging over de codes in de belastingsbrief. Ik deel uw bezorgdheid. Alleen is het zo dat ik nog altijd zit te wachten op het eerste wetsvoorstel van dit Parlement om een aftrekpost af te schaffen. Ik heb nog geen enkel wetsvoorstel gezien. Ik heb alleen maar wetsvoorstellen gezien om meer aftrekposten te krijgen, onder meer op het vlak van milieu wat daarnet werd besproken of gevraagd aan onze eerste minister: meer premies, meer uitzonderingen, meer subsidies. Ik denk dat het niet eenvoudig zal zijn om de belastingbrief op die manier te vereenvoudigen. We moeten daar realistisch in zijn. Op het moment dat u voorstelt om een aftrekpost af te schaffen, krijgt u alle lobbyisten tegen u, of ze nu uit de ene of uit de andere hoek komen.

Wat we wel kunnen doen en daar werkt collega Devlies hard aan, is om het belastingsformulier vooraf in te vullen. Ik heb gisteren gezien dat men in Frankrijk het nieuwe belastingsformulier heeft voorgesteld en daar blijkt dat men voor heel wat Fransen – er zijn 35 miljoen belastingplichtigen – de belastingbrief volledig vooraf heeft ingevuld, onder meer voor de gepensioneerden. Ondanks het feit dat er heel veel codes zijn, door het feit dat het vooraf is ingevuld, heeft men daar weinig last van de vele codes. Op die manier kunnen wij voor de gewone mensen de belastingen wel vereenvoudigen, maar dan op een rechtvaardige manier en niet door allerlei aftrekposten te gaan afschaffen.

05.03 Michel Doomst (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik zal het kort en eenvoudig houden.

Mijnheer de minister, ik denk dat u deels gelijk hebt dat het aantal pagina's in het Staatsblad niet de grote referentie is. Dat duidt echter wel op het feit dat we vanuit de verschillende niveaus nog altijd met een sterke regeldruk zitten. Ik denk dat u als diegene die voor die vereenvoudiging moet staan aan het einde van de weg elke keer moet corrigeren. Ik bedoel dan juist dat ons signaal aan de verschillende niveaus nog sterker zou moeten zijn om in hun dagdagelijkse werking rekening te houden met het regeleffectenrapport dat er eigenlijk bestaat over al hetgeen zij doen.

Ik heb ondertussen in het Vlaams Parlement en de provincieraad gezeten en ik zit nu in de gemeente. Wij zondigen daar allemaal tegen. De vraag is of een attitude overdraagbaar is om er in de manier van werken juist voor te zorgen dat we elkaar niet overlappen.

Ik denk dat een goede staatshervorming precies wel een middel kan zijn om een aantal overlappingsen te vermijden. Daar zitten zeker mogelijkheden in om het qua regelgeving eenvoudiger te houden. Ik neem de uitdaging echter aan. Ik denk dat wij samen vanuit het Parlement initiatieven moeten nemen, ook ten opzichte van overheden, om stimulansen te blijven geven om in hun dagdagelijks wetgevend werk meer te kijken naar het gevolg ervan voor de gewone burger. Ik denk dat men dit op alle niveaus nog teveel uit het oog verliest.

Ik blijf ervan overtuigd dat een goede staatshervorming het beleid dichter bij de mensen moet kunnen brengen en dat we daar dus naar een effectieve vereenvoudiging moeten kunnen gaan. Bij deze start, die hopelijk een start voor een hele tijd kan zijn, vind ik dat we die uitdaging moeten aannemen en vanuit het Parlement concrete initiatieven moeten nemen om daar iets aan te doen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 **Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "un service d'information central" (n° 4532)**

06 **Vraag van mevrouw Clotilde Nyssens aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "een centrale informatiedienst" (nr. 4532)**

06.01 **Clotilde Nyssens** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, je voudrais vous poser une question que je n'ai pas inventée moi-même mais qui nous est posée dans le rapport annuel du médiateur fédéral.

Chaque année, nous recevons des suggestions et recommandations du médiateur fédéral. En parcourant ce document intéressant, rédigé au départ de plaintes traitées – c'est donc très pragmatique –, je vois que la première recommandation générale donnée par le rapport 2007 concerne vos compétences.

Je la lis car elle est relativement courte.

"Le médiateur recommande de créer un point d'information central qui délivre de l'information de base et qui oriente ou transfère efficacement les demandes vers les services compétents. Ce point d'information peut prendre la forme d'une ligne d'information gratuite de l'autorité fédérale."

Le commentaire est le suivant.

"Alors que les Communautés et les Régions mettent à la disposition du citoyen des lignes d'information gratuites, l'administration fédérale se limite" – ce ne sont pas mes termes – "à proposer un site 'portail fédéral'. Celui-ci reprend certes une mine d'informations. Cette offre n'est toutefois pas soutenue et complétée par un service qui répond effectivement aux questions des citoyens ou les transmettent aux services compétents.

Ainsi, le site portail n'offre qu'un seul contact possible, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse électronique du 'helpdesk' technique de Fedict. Il n'y a pas de numéro de téléphone spécifique gratuit, de coordonnées postales ou d'adresse électronique où le citoyen peut adresser ses questions. Le résultat d'une recherche dépendra donc de l'habileté du citoyen et de son degré de familiarisation avec internet. Les citoyens qui n'ont pas d'accès à internet n'auront tout simplement pas la possibilité d'accéder à l'information du site fédéral".

Tels sont les propos de la recommandation.

Pour relayer cette préoccupation – je suppose que le médiateur fédéral a reçu des citoyens qui auraient eu un intérêt à utiliser ce genre d'outils –, je voulais simplement venir aux nouvelles et savoir quelle était votre réaction à la suite de cette recommandation du médiateur fédéral qui, selon moi, dit toujours de choses intéressantes au départ de cas pratiques.

06.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je partage bien entendu votre inquiétude et celle des médiateurs fédéraux lorsqu'il s'agit de répondre de manière efficace aux questions des citoyens. Je constate que la ministre de la Fonction publique Vervotte propose dans sa note politique la création d'une ligne d'information fédérale. En fait, elle donne une réponse à la question du médiateur fédéral. Je suis persuadé que dans le débat de la création de cette nouvelle ligne, il convient bien de partir des points forts des lignes d'information et des numéros existants. En Flandre, il s'agit du numéro 1700. Je ne connais pas le numéro en Wallonie. Le connaissez-vous? Il faut simplifier les numéros. Chez nous, c'est simple: 1700. L'IBPT a créé toute une série de numéros qu'on offre aux communes, aux villes et aux régions. Si même les parlementaires fédéraux ne connaissent pas ce numéro, c'est un problème!

06.03 **Clotilde Nyssens** (cdH): Monsieur le président, on a d'autres canaux pour avoir des informations.

06.04 Vincent Van Quickenborne, ministre: Il vaudrait mieux quand même connaître le numéro existant parce que je pense que le but final doit être que le citoyen sache à qui s'adresser, quel numéro composer. Il semble que les arbres cachent la forêt. Sinon, on aura des numéros pour savoir les numéros! En multipliant les lignes d'information, nous risquons de compliquer la situation pour les citoyens.

Je préfère avoir une bonne coopération entre les différents services publics devant aboutir à une solution qui permet d'éviter la prolifération des lignes d'information et qui permet aussi aux citoyens de trouver facilement et rapidement une réponse à toutes ces questions.

D'accord pour un site internet géré par M. Deprest, qui se trouve derrière moi, et aussi un accès par téléphone parce que tout le monde n'a pas un accès internet. Bien évidemment, il existe des solutions au niveau des bibliothèques mais je pense qu'un accès par téléphone est aussi indispensable. En Flandre, le 1700 fonctionne très bien.

Je propose donc à mes collègues fédéraux de partir de ces expériences, de ces lignes et d'aligner les "back offices", ceux qui se trouvent ici derrière moi, c'est-à-dire de laisser parler les régionaux avec le fédéral. Voilà qui constitue un bel exemple de coopération fédérale, n'est-ce pas, chers collègues francophones.

Il n'est pas particulièrement important de savoir à quel moment intervient le citoyen dans ce schéma. L'important pour ce citoyen, c'est l'utilisation de la langue: on téléphone ou en néerlandais ou en français ou en allemand. Quand il pose une question, le citoyen ne cherche pas à savoir si "poubelle" ou "vuilbak" est régional ou fédéral, mais il tient à obtenir une solution. La même chose vaut pour les entreprises.

C'est dans ce sens qu'il s'agit de trouver une solution. Cependant, je reste d'accord avec votre suggestion, car trouver une solution à ce problème est indispensable.

06.05 Clotilde Nyssens (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos explications, notamment celles concernant le "back office". J'ai appris beaucoup de choses. Premièrement, Mme Vervotte a déjà fait une proposition. Deuxièmement, vous souhaitez aller de l'avant. Troisièmement, le n° 1700 existe en Flandre. Je vais donc m'empresse de l'appeler "in het Vlaams" pour voir comment cela fonctionne. J'appellerai ensuite les francophones. Je ferai cet exercice!

Monsieur le ministre, j'ai bien compris votre volonté de coopérer en cette matière et d'avancer au service des citoyens tout en ne compliquant pas les choses avec toutes sortes de nouveautés et divers numéros de téléphone.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*Le développement des questions et interpellations se termine à 15.34 heures.
De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 15.34 uur.*